

15/06/10

La crèche privée fait polémique

Un établissement en "délégation de service public" va être prochainement créé à Cannes. Un deuxième projet devrait suivre rapidement. Le PS s'insurge.



La société **People and Baby** gèrera le lieu pendant vingt ans.

Photo : DR

C'est une première et pour le maire de Cannes, Bernard Brochand, elle a déjà tout pour plaire. "Ce projet va nous revenir 25 % moins cher que s'il y avait une gestion publique. Il y aura des plages horaires d'accueil plus étendues, et cela nous permet d'aller beaucoup plus vite dans la construction".

Ce projet, c'est celui de l'établissement multi-accueil, qui devrait commencer à recevoir les bambins de plus de 80 familles dans le courant du premier trimestre 2012, dans le quartier de la Croix-des-Gardes. Il s'agit de la première crèche municipale gérée par un privé, en l'occurrence la société People and Baby.

Évaluation du site

Version internet du quotidien Metro. Comme dans la version papier, on y trouve quelques dépêches concernant les actualités internationales, nationales et locales pour les grandes villes françaises.

Cible
Grand Public

Dynamisme* :36

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

"La ville continue de contrôler les admissions, rassurait en fin de semaine dernière Christophe Santelli-Estrany, l'adjoint délégué aux affaires juridiques. Avant de rappeler que "le délégataire peut perdre son contrat à tout moment. Nous aurons un vrai suivi de qualité".

La formule aurait, pour le moment en tout cas, recueilli tous les suffrages de la municipalité, qui "est déjà en quête d'un nouveau terrain pour la construction d'un deuxième établissement en délégation de service public". La chef de file du PS, elle, ne l'entend pas du tout de cette oreille. "Les crèches ne doivent pas devenir privées, je suis pour les établissements publics, avec l'assurance d'une bonne gestion du personnel et de moyens, réagit Apolline Crapiz. Mais tout ça suit la logique du moment de supprimer de plus en plus les services publics. On peut faire des économies, mais pas là, pas pour l'éducation. Je refuse l'idée d'associer une entreprise qui fait du profit avec l'accueil de jeunes enfants".